

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30149**

Intitulé

MASTER : MASTER MASTER - Domaine Droit, Économie et Gestion - Mention Économie Appliquée (EA)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION

Université de Bourgogne

QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION

Président de l'université de Bourgogne

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

122 Economie, 340 Spécialités plurivalentes des services à la collectivité, 341 Aménagement du territoire, urbanisme

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les titulaires des diplômes sont des économistes maîtrisant des compétences théoriques, méthodologiques et quantitatives, dont les applications sont déclinées selon quatre parcours.

Le parcours **Management et évaluation des organisations de santé (MEOS)** forme des économistes de la santé et du domaine médicosocial. Ils peuvent concevoir, évaluer, piloter et coordonner des projets, des actions ou des programmes dans le secteur sanitaire et Médico-social.

Le parcours **Economie et gouvernance des territoires (EGT)** prépare des économistes spécialisés dans le management et le développement des territoires. Ils ont pour mission de conseiller, concevoir, mettre en œuvre et évaluer des projets, des études et des politiques de développement local.

Le parcours **Energie** prépare des économistes capables de concevoir et évaluer des stratégies face aux défis énergétiques et environnementaux. Ils peuvent intégrer ces stratégies dans les métiers de production, de services et de conseil.

Le parcours **Analyse des politiques publiques** prépare des économistes appliqués à visée généraliste. Ils sont formés pour mobiliser opérationnellement une série d'outils théoriques et quantitatifs avancés dans l'analyse des enjeux économiques des politiques publiques et dans l'évaluation de celles-ci.

De manière générale la mention permet de : (1) comprendre les enjeux des grandes questions économiques contemporaines ; (2) maîtriser les concepts statistiques et économétriques généraux de l'analyse de données ; (3) savoir collecter et exploiter des données, et rendre compte de la robustesse et limites des résultats obtenus ; (4) acquérir une capacité de synthèse, de rédaction et communication professionnelles.

Ces compétences générales sont complétées par des compétences spécifiques au métier visé par chaque parcours :

Parcours Management et évaluation des organisations de santé : (1) connaître l'organisation et le champ des compétences des différents acteurs intervenant dans le système de santé ; (2) comprendre et analyser le fonctionnement du système de santé et des politiques de régulation ; (3) concevoir et conduire l'évaluation d'un programme ou d'une action de santé ; (4) piloter et coordonner des actions ou des programmes

susceptibles d'améliorer l'état de santé des populations ; (5) contextualiser l'analyse quantitative de données à partir des informations qualitatives et contextuelles du secteur.

Parcours Economie et gouvernance des territoires : (1) Analyser les problèmes et/ou enjeux auxquels font face des territoires (urbain, périurbain, rural) afin d'éclairer les mécanismes d'organisation et d'évolution de ceux-ci et d'aider à l'élaboration de politiques territoriales ; (2) maîtriser des méthodes et outils du diagnostic territorial, d'élaboration d'un cahier des charges, du montage et du management de projet (de la conception à la mise œuvre) ; (3) maîtriser des méthodologies, des outils d'identification, de recueil et d'exploitation de données géoréférencées ; (4) maîtriser des méthodes et outils quantitatifs de l'analyse économique spatiale et d'évaluation de politiques publiques locales.

Parcours Energie : (1) connaître les principales caractéristiques économiques et géopolitiques du secteur de l'énergie et ses enjeux contemporains ; (2) savoir modéliser la formation des prix des énergies, ainsi qu'évaluer les coûts et bénéfices d'un projet et d'une politique énergétique ; (3) savoir analyser les marchés et développer des activités de trading de l'énergie et des matières premières, (4) développer des analyses technico-économiques des filières de production et de consommation d'énergie, (5) réaliser et interpréter des études prospectives, en mobilisant les méthodes et les logiciels nécessaires.

Parcours Analyse des politiques publiques : (1) identifier les enjeux économiques des différents leviers de l'action publique et les débats associés ; (2) décomposer la logique et l'articulation des mécanismes économiques à l'œuvre dans la mise en place des politiques économiques (dont notamment celles liées à l'insertion internationale, l'innovation et la croissance, le marché du travail, la santé et la protection sociale) ; (3) mobiliser des méthodes quantitatives adaptées à l'identification exhaustive des phénomènes économiques et de l'impact des politiques économiques ; (4) mobiliser les logiciels scientifiques concernés ; (5) savoir identifier et développer une question de

recherche, et communiquer les résultats obtenus à différentes audiences.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les diplômés ayant suivi le parcours Management et évaluation des organisations de santé peuvent travailler dans le secteur privé (e.g. entreprises d'audit et d'expertise, laboratoires pharmaceutiques, cliniques et structures hospitalières privées, assurances maladie complémentaires, EHPAD privé), le secteur public (caisses d'assurance maladie, ARS, hôpitaux publics, services de l'Etat, collectivités territoriales,...), ainsi que dans le secteur associatif (mutuelles, associations professionnelles, réseaux de santé, associations sanitaires ou sociales, , organismes de recherche et d'études, ...).

Les diplômés ayant suivi le parcours Economie et gouvernance des territoires exercent au sein des services de l'Etat, des collectivités locales, des associations, des organisations internationales, des entreprises, des cabinets d'études et de conseils. Ils opèrent principalement aux échelles régionale et nationale, voire internationale, en contexte urbain, péri-urbain ou rural.

Les diplômés du parcours Energie exercent au sein des entreprises dans les directions stratégiques, d'études ou de distribution de grands groupes énergétiques, ou dans le secteur des énergies nouvelles. Une partie des diplômés travaille dans les organismes financiers présents sur les marchés des instruments dérivés énergétiques et de matières premières. Ils peuvent également rejoindre les entreprises de conseil et d'audit, des organismes internationaux, les services d'étude et de recherche des organismes publics ou d'accompagnement aux politiques publiques dans le domaine de l'énergie.

Les diplômés ayant suivi le parcours Analyse des politiques publiques exercent dans des administrations publiques, associations ou entreprises ayant de délégation de service public, des organisations non gouvernementales, des organismes de recherche nationaux et internationaux. Ils peuvent également travailler dans les directions d'études et recherche des grandes entreprises, instituts et observatoires économiques.

(exemples non exhaustifs)

A travers le parcours Management et évaluation des organisations de santé : chargé d'études d'évaluation médico-économique pour des produits de santé, des pratiques de soins ou des dispositifs organisationnels innovants, etc. ; consultant en stratégie et pilotage des organisations sanitaires, chargé de mission ou chef de projet pour des organismes privés ou publics ; responsable de la démarche qualité, fonction de coordination ou de direction dans des structures de soins etc.

A travers le parcours Economie et gouvernance des territoires : chef de projet ou chargé de projet en aménagement du territoire ; chef de projet contrat de ville ; chef de service aménagement, urbanisme, développement ; conseiller en développement territorial ; chargé d'évaluation des fonds publics territoriaux ; chargé de mission développement local ; chargé de projet en gestion urbaine ; chargé de développement économique ; emploi d'enseignant-chercheur et chercheur (après doctorat).

A travers le parcours Energie : responsable de projet énergétique (montage et financement) ; conseiller stratégique et financier au sein d'une entreprise énergétique ; ingénieur d'affaires dans une entreprise proposant des services énergétiques intégrés ; responsable de la gestion des flux consommés (eau, énergies) dans une entreprise ou une collectivité locale ; ingénieur / économiste dans une compagnie du secteur de l'énergie, un bureau d'études, une collectivité locale, une agence gouvernementale ou un organisme international ; expert des problèmes environnementaux.

A travers le parcours Analyse des politiques publiques : Chargé d'études économiques, analyste économique / expert d'évaluation de politiques publiques au sein des organisations non gouvernementales, consultant /audit en politiques sectorielles, économiste d'entreprise dans les divisions d'études de grandes entreprises et institutions. Les emplois d'enseignant-chercheur / chercheur, et économiste principal dans des institutions internationales sont un débouché visé après poursuite en doctorat.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1802 : Développement local

M1403 : Etudes et perspectives socio-économiques

K2401 : Recherche en sciences de l'homme et de la société

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Le diplôme est délivré après une formation en 4 semestres (120 crédits ECTS). Les deux premiers sont réalisés dans le cadre de la première année de master (M1) des parcours de la mention, qui proposent un important socle commun de connaissances. Dans la seconde année du master (M2), les parcours prennent toute leur spécificité. Le M2 du parcours Economie et gouvernance des territoires propose à travers de modules distincts, une orientation professionnelle et une orientation recherche. Cette dernière possède plusieurs enseignements en commun avec le parcours Analyse des politiques publiques, orienté aussi vers la recherche. Le M2 du parcours Management et évaluation des organisations de santé vise principalement à préparer vers la vie professionnelle. Enfin, le M2 du parcours Energie propose aussi des enseignements préparant alternativement à une poursuite en thèse ou à un débouché professionnel directement après la formation. Ce dernier M2 est assuré à travers une co-accréditation au niveau de la mention "Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports" de l'Université Paris Saclay et l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense. Le détail des composantes de certification est donc présenté dans la fiche RNCP de cette mention (voir également la rubrique 11).

Ces orientations sont définies de manière générale pour un parcours type. Cependant dans tous les cas la modularité des enseignements et la spécialisation progressive à travers l'option des parcours permettent aux diplômés de chaque parcours d'aborder l'exercice professionnel directement à l'issue du M2 ou bien d'acquérir les connaissances pour poursuivre un travail de thèse doctorale.

le bénéfice des composantes acquises peut être gardé pour une durée illimitée

Bloc de compétence :

INTITULÉ	DESCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°1 de la fiche n° 30149 - M1, Mention Economie Appliquée, Semestre 1	Unités d'enseignement communes à tous les parcours. « Fondamentaux 1 », 6 crédits ECTS : Institutions et politiques publiques ; Histoire de la pensée économique. « Analyse appliquée », 6 crédits ECTS : Construction et analyse de données ; Analyse économique des inégalités. « Professionnalisation », 3 crédits ECTS : Anglais / Atelier (Pôle formation et vie universitaire) ou dossier thématique avec analyse documentaire. Enseignements spécifiques : M1 Management et évaluation des organisations de santé « Santé et travail 1 » (6 crédits ECTS) : Economie de la santé I : patient, médecin, hôpital (**); Financement de la santé; Conditions de travail et santé. « Evaluation » (6 crédits ECTS) : Evaluation en santé ; Introduction à l'évaluation des politiques publiques (**). M1 Territoire, Environnement et Energie (bloc M1 commun aux parcours « Economie et gouvernance des territoires » et « Energie ») UE « Economie et développement des territoires » (6 ECTS) : Organisation et dynamiques économiques des territoires ; Stratégies de localisation. UE « Méthodes et enjeux territoriaux » (6 ECTS) : Economie des ressources naturelles, énergie et environnement (*) ; Traitement et analyse des données localisées. UE « Professionnalisation 1 » (6 ECTS) : Système d'information géographique 1 (en complément du tronc commun de Professionnalisation. M1 Analyse des politiques publiques « Enjeux contemporains », 6 crédits ECTS : Economie des ressources naturelles, énergie et environnement (*) ; Politiques économiques européennes. « Applications thématiques 1 » (9 crédits ECTS) : Economie de la santé I : patient, médecin, hôpital (**); Introduction à l'évaluation des politiques publiques (**), Economie du Travail.

INTITULÉ	DESSCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°2 de la fiche n° 30149 - M1, Mention Économie Appliquée, Semestre 2	Unités d'enseignement communes à tous les parcours. « Fondamentaux 2 », 6 crédits ECTS : Théorie des contrats et des incitations ; Dynamique macroéconomique. « Outils et applications », 6 ECTS : Econométrie : estimation de modèles structurelles ; Stratégie industrielle ; Economie de l'innovation. « Insertion professionnelle » (12 crédits ECTS) : Mémoire ou stage. Enseignements spécifiques : M1 Management et évaluation des organisations de santé « Santé et travail 2 », 6 crédits ECTS : Economie de la santé II : médicament, régulation ; Santé et développement ; Droit du travail. M1 Territoire, Environnement et Energie (bloc M1 commun aux parcours « Economie et gouvernance des territoires » et « Energie ») « Professionnalisation 2 », 6 ECTS : Etude professionnelle. M1 « Analyse des politiques publiques » « Applications thématiques 2 », 6 crédits ECTS : Economie des marchés financiers (en complément du tronc commun d'Outils et applications). « Econométrie », 6 crédits ECTS : Econométrie de données de panel (en complément du tronc commun d'Outils et applications). Notes : * Enseignementscommuns aux M1 APP et TEE ** Enseignements communs aux M1 APP et MEOS Le parcours MEOS propose additionnellement en tant que M1 autonome la formation « Management et Formation dans les Etablissements de Santé » (MFES) qui est ouverte exclusivement en formation continue aux étudiants cadres de santé afin d'acquérir et de s'approprier des savoirs et des méthodes en management, évaluation, économie des organisations de santé. Elle est impartie principalement par l'UFR des Sciences de Santé. L'un des débouchés possibles de cette formation en M1 est la poursuite en M2 dans le cadre du parcours MEOS.

INTITULÉ	DESSCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°3 de la fiche n° 30149 - M2, Mention Economie Appliquée, Semestre 3	M2 Management et évaluation dans les organisations de santé « Analyse et régulation du système de santé », 8 crédits ECTS : Acteurs et politiques dans le système de santé ; Sociologie de la santé ; Régulation des systèmes de santé. « Evaluation des projets et des organisations », 5 crédits ECTS : Evaluation des procédures, des organisations et des programmes ; Démarche qualité ; Pilotage de projet. « Collecte et traitement des données », 7 crédits ECTS : Méthodologie du traitement des données ; Méthodologie des questionnaires et des enquêtes. UE 4 Etude professionnelle 1 (10 crédits ECTS) : Stage M2 Analyse des politiques publiques « Théorie et méthodes », 8 crédits ECTS : Microéconomie avancée (*) ; Epistémologie – méthodologie. « Enjeux monétaires et financières », 8 crédits ECTS : Macroéconomie monétaire ; Economie financière internationale. « Méthodes quantitatives », 8 crédits ECTS : Econométrie des séries temporelles ; Econométrie des variables qualitatives. « Analyse des choix publics », 6 crédits ECTS : Public choice (*) ; Quantitative evaluation of public policies (*) ; Dossier d'évaluation. M2 Economie et Gouvernance des Territoires (Orientation Professionnelle) « Enjeux de développement et d'aménagement des territoires » (6 ECTS) : Problèmes territoriaux contemporains et aménagement des territoires ; Aménagement des espaces périurbains et ruraux. « Politiques publiques et gestion des finances locales » (6 ECTS) : Politiques publiques ; Fiscalité et finance communales et intercommunales « Outils de diagnostic territorial » (6 ECTS) : Techniques d'enquêtes ; Projet SIG 1 ou Systèmes d'Information Géographique (SIG) 1. « Outils de gestion et de développement des territoires (1) » (8 ECTS) : Intelligence économique et développement des territoires ; Dispositifs de gestion territoriale ; Approche territorialisée de l'innovation. UE 5 « Outils de valorisation et de localisation » (4 ECTS) : Marketing territorial ; Recherche opérationnelle et choix public. M2 Economie et Gouvernance des Territoires (Orientation Recherche) « Fondamentaux d'économie géographique et urbaine », 9 ECTS : Microéconomie avancée (*) ; Urban economics ; Economic geography. « Action publique territoriale », 9 ECTS : Politiques publiques ; Public choice (*) ; Quantitative evaluation of public policies (*) ; Approche territorialisée de l'innovation. « Economie et développement des territoires », 6 ECTS : Economie des espaces ruraux ; Aménagement des espaces périurbains et ruraux, économie des ressources naturelles. « Méthodologie de la recherche en Economie des territoires 1 », 6 ECTS : Recherche documentaire, Séminaires. Note : * Enseignements commun aux M1 APP et EGT

INTITULÉ	DESCRIPTIF ET MODALITÉS D'ÉVALUATION
Bloc de compétence n°4 de la fiche n° 30149 - M2, Mention Economie Appliquée, Semestre 4	M2 Management et évaluation dans les organisations de santé « Evaluation des actions et des programmes de santé », 8 crédits ECTS : Santé publique ; Epidémiologie ; Evaluation médicoéconomique ; Données et évaluation en santé. « Analyse et stratégie des organisations », 4 crédits ECTS : Economie et stratégie des organisations ; Gestion des compétences et négociation du changement. « Enjeux des secteurs et des entreprises », 5 crédits ECTS : Economie et politique du médicament ; Economie du vieillissement et de la dépendance ; Sante travail. « Financement », 3 crédits ECTS : Institutions et politiques de financement ; Financement des soins et des organisations. « Etude professionnelle 2 », 10 crédits ECTS : Stage. M2 Economie et Gouvernance des Territoires (Orientation Professionnelle) UE 1 « Environnement et cadre de vie » (8 ECTS) : Economie et environnement en pratique ; Ville durable et cadre de vie ; Politiques de la ville ; Transport et mobilité UE 2 « Etude Professionnelle » (10 ECTS) : Systèmes d'Information Géographique (SIG) 2 ; Méthodologie et suivi de l'étude ; Gestion de projet. UE 3 « Intégration professionnelle (Stage) » (12 ECTS) : Conférences Professionnelles ; Domaines thématiques ; Intégration dans l'organisme ; mobilisation et acquisition de compétences ; Rapport de stage soutenance. M2 Economie et Gouvernance des Territoires (Orientation Recherche) UE 1 « Production et analyse de données spatiales » (6 ECTS) : Econométrie spatiale ; Systèmes d'Information Géographique (SIG) 2. UE 2 « Développement et aménagement des territoires » (3 ECTS) : Politiques de la ville ; Transport et mobilité. UE 3 « Méthodologie de la recherche en Economie des territoires 2 » (4 ECTS) : Dossier thématique ; Soutenance. UE 4 « Mémoire de recherche » (17 ECTS) : Stage laboratoire de recherche ; Mémoire et soutenance. M2 Analyse des politiques publiques « Politiques économiques », 6 crédits ECTS : Politiques de croissance ; Politiques de santé et de protection sociale « Mémoires de recherche », 24 crédits ECTS : Mémoire majeur ; Mémoire mineur.

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	OUI Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) + professionnels
En contrat d'apprentissage	X	NON

Après un parcours de formation continue	X	OUI Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur) + professionnels
En contrat de professionnalisation	X	NON
Par candidature individuelle	X	OUI Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE	X	OUI Enseignants-chercheurs, chercheurs, professionnels (selon les parcours)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
Autres certifications : Le master mention Economie Appliquée est co-accrédité avec AgroSup Dijon, Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement. EPCSCP Le M2 EGT orientation recherche est ouvert aux élèves-ingénieurs d'AgroSup Dijon de la dominante "Agriculture, Territoire, Développement" souhaitant le double diplôme. Dispenses prévues pour certaines épreuves	

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté d'habilitation de l'Université de Bourgogne du 04/09/2012

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://ode.u-bourgogne.fr>

Autres sources d'information :

<http://www.u-bourgogne-formation.fr>

Pour le parcours Energie :

-<http://www.master-eddee.fr>

-<http://www.master-eddee.fr/presentation/economie-de-lenergie>

Pour l'établissement co-accrédité :

-<http://www.agrosupdijon.fr>

Université de Bourgogne

Lieu(x) de certification :

Université de Bourgogne - Maison de l'université - Esplanade Erasme -

BP 27877 - 21078 Dijon Cedex ; Agrosup Dijon 26 bd Docteur Petitjean, BP 87999 21079 Dijon Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

DIJON

Historique de la certification :

Les parcours de la mention *Economie Appliquée* correspondent à la continuation des masters du contrat précédent, habilités sous la mention de master *Sciences Economiques*. Les premières habilitations datent de 1999. Le parcours *Analyse des politiques publiques* est une restructuration (avec changement d'intitulé) du master *Mention Sciences Economiques, Spécialité « Analyse et Politique Economique, recherche »* du contrat (2012 -2016).